

Mais où est donc passée l'hyperpuissance?

Ce n'est pas parce que tout le monde a vu Titanic que tout le monde a vu la même chose dans Titanic. Ce n'est pas parce que les styles de vie s'uniformisent que les vies s'uniformisent elles aussi.

ZAKI LAÏDI

Chercheur au Centre d'études et de recherches internationales à Paris, auteur de l'ouvrage *Un monde privé de sens* (Hachette, 2001) et professeur invité au département de science politique de l'UQAM



Depuis quelques années, un certain discours politique a voulu nous convaincre que l'indéniable complexité du monde était réductible au règne sans partage de la puissance américaine sur ce même monde. On aurait affaire non pas à une simple puissance, ni même à une superpuissance, mais à une hyperpuissance. La force de cette hypothèse est qu'elle faisait corps avec le sens commun. Les États-Unis sont la première puissance militaire, la première puissance économique et la première puissance culturelle. Que dire de plus?

Malheureusement, cette notion d'hyperpuissance est toujours restée descriptive. Elle constatait une réalité, qu'on amplifiait d'ailleurs en la martelant, mais ne nous donnait aucune piste sur la meilleure façon de la contrer. De surcroît, elle conduisait nécessairement, par esprit de système, à sous-estimer les faiblesses à long terme de cette hyperpuissance ainsi que ses vulnérabilités.

On aurait cependant tort de penser que le discours sur l'hyperpuissance était purement incantatoire. Il reposait sur une interprétation du système mondial que l'on pourrait résumer ainsi. Si l'Amérique est une hyperpuissance, la seule manière de la contrer est de raisonner dans les mêmes termes qu'elle, c'est-à-dire en termes de puissance. Certes, le discours sur l'hyperpuissance n'a jamais exclu l'émergence d'une puissance européenne capable de faire contrepoids à celle des États-Unis. Mais c'est une dimension qu'il a occultée. Soit parce qu'il estimait qu'il ne pouvait s'agir d'une évolution à moyen et à long terme, soit parce que, plus fondamentalement, il suppose que le jeu de la puissance est indissociable du jeu des États.

Un gâchis pour la régulation mondiale

Pourquoi la France devrait-elle renoncer à jouer sur le registre de la puissance propre quand la Chine, la Russie et l'Inde ne se pensent qu'en ces termes? La France ne serait-elle pas à moyen terme perdante en renonçant à une logique de puissance si le jeu mondial était de nouveau restructuré par un jeu classique de puissance? Le discours sur l'hyperpuissance était donc un discours codé. Il était destiné à prévenir une européanisation de la politique étrangère française tout en veillant à ce que la posture critique vis-à-vis les États-Unis

pousse ces derniers à nous reconnaître en partenaire intransigeant.

Si nous tenons à rappeler ces éléments du débat, c'est que le 11 septembre est passé par là.

Soyons clairs. Le 11 septembre n'a pas fait régresser les États-Unis du stade d'hyperpuissance à celui d'un pays en déclin. Depuis 30 ans, les interprétations déclinistes de la politique américaine ont toutes été démenties par les faits. La fin de la convertibilité en or du dollar n'a nullement nu à rôle central de cette monnaie. La désindustrialisation apocalyptique annoncée dans les années 70 s'est accompagnée d'une modernisation économique exceptionnelle. L'humiliation vietnamienne a débouché sur la guerre des étoiles qui a elle-même mis l'URSS à genoux. C'est la raison pour laquelle il faut se défaire d'une interprétation décliniste de la puissance américaine, que rien ne permet de justifier.

Que change donc le 11 septembre dans notre interprétation des États-Unis? Deux choses essentielles.

■ La première tient au fait que les États-Unis ne sont plus en mesure de proposer un principe d'ordre du monde. Le modèle de la «démocratie de marché» n'est pas mondial-compatible. Un monde apaisé par le doux commerce n'est pas la perspective la plus probable. C'est symboliquement un point capital. Il y a dix ans, on parlait de nouvel ordre mondial. Aujourd'hui, personne n'ose même esquisser les contours d'un nouvel ordre mondial pour une raison bien simple: personne ne sait aujourd'hui ce qu'est un ordre mondial, car personne ne sait où situer son centre de gravité.

Ces dix dernières années ont constitué un véritable gâchis pour la régulation mondiale, soit parce que la dérégulation semblait favorable aux puissants, soit parce qu'il devient difficile d'organiser le monde au regard de son hétérogénéité croissante. Mais le résultat est là. En dix ans, il n'y a eu que deux avancées institutionnelles: la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et celle du Tribunal pénal international (TPI). Mais même sur ces deux institutions, il y a beaucoup à dire. L'OMC n'est pas assez bien équipée pour prendre en charge les problèmes commerciaux de demain. Et le TPI n'est pas encore entré en fonction.

On pourrait naturellement revenir à la vieille idée onusienne de la souveraineté des États comme principe d'ordre. Mais d'une certaine manière, toute la dynamique de la mondialisation s'y oppose. Soit au nom de la logique marchande, soit au nom de la montée de préférences collectives mondiales, qu'il s'agisse des droits de l'homme ou de l'environnement. Est-il d'ailleurs possible de penser un ordre mondial qui reposerait sur les seuls États quand d'autres dynamiques sont à l'œuvre? Rien n'est moins sûr.

À défaut, donc, de la souveraineté des États, on pourrait imaginer que ce soit la sécurité des États qui soit mise en avant à travers la lutte contre le terrorisme. Mais là encore, la capacité des États-Unis à rassembler la communauté internationale autour de ce thème bute sur les interprétations très divergentes que cette notion implique. De surcroît, elle ne peut que conduire à légitimer les visions sécuritaires les plus contestables dans un grand nombre de pays.

On voit d'ailleurs qu'en dehors des pays démocratiques occidentaux, le 11 septembre apparaît comme un processus de renationalisation des politiques

étrangères et un relâchement des pressions américaines en matière de ventes d'armes, de prolifération, de défense des droits de l'homme ou même d'ouverture économique. Les concessions multiples que les États-Unis sont et seront amenés à faire à certains de leurs alliés prouvent que la réalité mondiale est loin d'être réductible à un jeu de domination unilatérale. Certes, on pourra estimer que ces concessions sont provisoires et qu'une fois rétablis, les États-Unis reviendront à leur ancienne posture. Mais cette interprétation mécaniste du monde a quelque chose d'infantile. Car les partenaires des États-Unis ne sont pas une pâte molle. L'exemple du Proche-Orient nous le confirme tous les jours. Par ailleurs, pendant que les États-Unis pansent leurs plaies, les autres nations ne restent pas inactives.

Le 11 septembre va probablement inciter le Pakistan — et donc l'Inde — à reprendre son programme nucléaire, de même que la guerre de l'Afghanistan contre l'URSS avait permis à ce même Pakistan de se lancer dans la course à l'arme nucléaire.

Domination n'est pas hégémonie

En étant incapables d'offrir au monde un principe d'ordre du système mondial, les États-Unis apportent la preuve que domination n'est pas hégémonie. L'hégémonie, contrairement à ce que l'on croit, n'est pas synonyme de domination mais de domination légitime. Or, en dehors de l'Europe et du Japon, la domination américaine n'est que très imparfaitement légitime. Cela ne signifie pas pour autant que l'antiaméricanisme serait partout à l'œuvre de manière univoque. Cela indique simplement que plus que jamais, les États-Unis seront tenus de négocier leur domination dans un monde pluraliste. Mais d'ores et déjà, on peut dire qu'une puissance ne pouvant pas imposer un principe d'ordre au système mondial ne peut pas être sérieusement qualifiée d'hyperpuissance.

Le 11 septembre rend la réalité du monde beaucoup plus opaque. Avant le 11 septembre, cette évidence s'imposait à presque tout le monde sauf aux États-Unis. Après le 11 septembre, ils s'y rallient. Le 11 septembre ne ruine pas la puissance américaine. Il la normalise en ce qu'il la rend aussi vulnérable que les autres aux faits et méfaits de la mondialisation.

■ Le deuxième changement induit par le 11 septembre concerne la relation entre mondialisation et américanisation. Là encore, le discours sur l'hyperpuissance ne nous a pas facilité la tâche. Il a voulu voir dans la mondialisation un processus pur et simple de dérégulation menée sous la houlette américaine. Naturellement, cette interprétation n'est pas totalement fautive. Mais là encore, la question n'est pas de savoir si une interprétation est juste ou fautive mais bien si elle prend en charge l'ensemble des réalités qu'elle prétend analyser. Or, plus que jamais, la mondialisation ne peut pas être assimilée à une pure et simple américanisation, et ce, pour deux raisons. La première est que l'«agenda» mondial est de moins en moins défini par un seul pays. On ne pourrait d'ailleurs pas comprendre l'unilatéralisme de George Bush si la mondialisation profitait autant aux États-Unis. Si les États-Unis ont eu recours à l'unilatéralisme ces derniers temps, c'est précisément parce que le jeu mondial en matière d'environnement, par exemple, ou de lutte contre les criminels de guerre (Tribunal pénal international) ne leur convenait pas totalement.

Ce que le discours sur l'hyperpuissance a toujours sous-estimé, faute probablement d'être trop géopolitique et pas assez sociologique, c'est que les processus sociaux, culturels, économiques ou identitaires sont utilisables et réutilisables dans des conditions extrêmement variées. Ce n'est pas parce que tout le monde a vu *Titanic* que tout le monde a vu la même chose dans *Titanic*. Ce n'est pas parce que les styles de vie s'uniformisent que les vies s'uniformisent elles aussi.

Le 11 septembre devrait nous aider à sortir d'une vision déterministe du monde — et donc du schématisme de l'hyperpuissance — pour prendre en compte l'avènement d'un monde de plus en plus pluraliste, parfois pour le meilleur, souvent pour le pire.

Plus que jamais, les États-Unis seront tenus de négocier leur domination dans un monde pluraliste